

DÉLIBÉRATIONS



Le 17 octobre 2025 à 14h35 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Martine LELAIT, Madame Amèle MANSOURI, Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET

Étaient représentés :

Madame Zohra AMIMI ayant donné pouvoir à Madame Marie DESBORDES
Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR
Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,
Madame Mireille VACHE-PICAT ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT

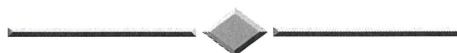
Étaient excusés :

Madame Béatrice BOCHET, Monsieur Jean DE BEIR

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 10 octobre 2025



DÉLIBÉRATIONS

2025/17102025/14
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
076-267600450-20251017-1710202573-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 23/10/2025
Publication : 23/10/2025
Pour l'autorité compétente par délégation



14 AVENANT N° 2 À LA CONVENTION ENTRE LA PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME ET LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LA VILLE DE ROUEN POUR LA TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DES ACTES SOUMIS AU REPRÉSENTANT DE L'ÉTAT - AUTORISATION SIGNATURE

MESDAMES, MESSIEURS,

Le C.C.A.S. de Rouen procède à la télétransmission par voie dématérialisée des actes soumis à l'obligation de transmission au Représentant de l'Etat dans le cadre du Contrôle de légalité, selon des modalités définies contractuellement avec le Représentant de l'Etat.

Cette convention précise notamment la nature et les caractéristiques des actes transmis par voie électronique, les engagements respectifs entre le C.C.A.S. et la Préfecture pour l'organisation et le fonctionnement de la télétransmission ainsi que le nom et les coordonnées du tiers de télétransmission.

La convention de prestations de services entre la Ville de Rouen et son C.C.A.S. lui permet d'avoir le concours des services de la Ville. Ainsi, à la suite de la mutualisation des directions des Systèmes d'Information de la Ville de Rouen et de la Métropole et dans un souci de convergence des outils et des pratiques, la Ville de Rouen envisage de simplifier le processus d'élaboration des délibérations et d'aboutir à une dématérialisation complète des flux.

La Métropole Rouen Normandie ayant adhéré auprès de l'Association des Développeurs et des Utilisateurs de Logiciels Libres pour les Administrations et les Collectivités Territoriales (A.D.U.L.L.A.C.T.) en tant qu'organisme mutualisant, celle-ci lui permet l'utilisation de logiciel et d'outils produits par cette association et notamment la gratuité du service de télétransmission. Parallèlement, le C.C.A.S. se doit d'y adhérer afin de maintenir des procédures internes mutuelles.

Il convient donc de modifier la convention avec le représentant de l'Etat dans le Département par voie d'avenant afin de remplacer le nom et les références du dispositif homologué.

Le dispositif qui sera utilisé se dénomme S2LOW.

Ledit avenant est annexé à la présente délibération.

Le Conseil d'Administration est invité à :

- Approuver les termes de l'avenant n° 2 à la convention relative à la transmission dématérialisée des actes soumis au Contrôle de légalité conclue avec le Préfet.
- Autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer cet avenant n°2 à la convention entre la Préfecture de la Seine-Maritime et le Centre Communal d'Action Sociale de Rouen pour la transmission électronique des actes soumis au représentant de l'Etat afin de modifier le nom et les références du dispositif homologué pour la télétransmission.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article R123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Délibération du Conseil d'administration de Rouen en date du 28 septembre 2023 relative à l'avenant n°1 à la convention entre la Préfecture et le C.C.A.S. pour la transmission électronique des actes au représentant de l'Etat,

DÉLIBÉRATIONS

2025/17102025/14

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251017-1710202573-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/10/2025

Publication : 23/10/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



VU la Délibération du Conseil d'administration de Rouen en date du 10 mars 2016 relative à l'organisation de la télétransmission des actes du C.C.A.S. de Rouen - Contrôle de légalité,

VU le projet d'avenant n° 2,

CONSIDÉRANT que le C.C.A.S. bénéficie du concours des services de la Ville de Rouen,

CONSIDÉRANT que le C.C.A.S. a conclu une convention avec le Représentant de l'Etat dans le Département pour procéder à la transmission dématérialisée des actes soumis au Contrôle de légalité,

CONSIDÉRANT que cette convention mentionnait notamment le nom et les coordonnées du dispositif homologué par le ministère de l'Intérieur pour la télétransmission des actes au Contrôle de légalité,

CONSIDÉRANT la mise en place de la simplification du processus de dématérialisation par la Ville de Rouen,

CONSIDÉRANT qu'il faudra recourir à un nouveau dispositif homologué de tiers de télétransmission,

CONSIDÉRANT qu'il convient, dès lors, de modifier par la voie d'un avenant la convention conclue avec le Représentant de l'Etat.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Approuve les termes de l'avenant n° 2 à la convention relative à la transmission dématérialisée des actes soumis au Contrôle de légalité conclue avec le Préfet,
- Autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer cet avenant n°2 à la convention entre la Préfecture de la Seine-Maritime et le Centre Communal d'Action Sociale de Rouen pour la transmission électronique des actes soumis au représentant de l'Etat afin de modifier le nom et les références du dispositif homologué pour la télétransmission.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation



Marie DESBORDES
Vice-Présidente Déléguée du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Vice-Présidente Déléguée du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.